

ENVIRONNEMENT Wittelsheim

Destocamine propose « un septième scénario »

Le collectif Destocamine demande un déstockage maximal et prioritaire des déchets chimiques.

Archives
L'Alsace/
Thierry
GACHON



Le collectif souhaite un déstockage maximal ciblant les produits chimiques, sur le site de Stocamine à Wittelsheim. Un scénario qui s'ajoute aux six autres déjà proposés par le rapport de faisabilité technique et financière transmis au ministère de la Transition écologique.

Les responsables du collectif Destocamine, qui demandent le déstockage total des 41 000 tonnes de déchets enfouis par Stocamine à Wittelsheim, ont écrit à la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, afin de « compléter l'étude des experts par un septième scénario ». Un rapport de faisabilité technique et financière, établissant six hypothèses de déstockage, a en effet été transmis pour décision à la ministre de la Transition écologique. Ce septième scénario proposé par Destocamine consisterait à « procéder au déstockage maximal en mettant la priorité sur les déchets toxiques, sans fixer de limites a priori, avec des garanties de sécurité optimale pour les intervenants, sous la conduite d'un opérateur de confiance et le contrôle de

la commission de suivi de site ».

Question de « confiance »

« Madame la Ministre, retrouver la confiance de ses citoyens, tel doit être l'objectif essentiel de votre gouvernement. Le respect de la parole donnée, la prise en compte de la volonté d'un territoire et la sauvegarde d'un patrimoine naturel vital, l'eau, doivent guider votre décision », écrivent Jean-Pierre Hecht et Yann Flory.

Les porte-parole de Destocamine ajoutent que « le succès de l'opération de déstockage menée par l'opérateur allemand Saar Montan en 2017 a pourtant démontré l'efficacité et la fiabilité des procédés mis en œuvre. Saar-Montan était prêt à poursuivre le déstockage. Pourquoi dès lors ne pas avoir poursuivi l'opération ? », interrogent les responsables de Destocamine. Selon eux, « cette volonté délibérée de l'opérateur et de l'État donneur d'ordre d'enfouir l'essentiel des déchets et l'opacité de la gestion de l'entreprise Stocamine, depuis ses débuts, autorisent toutes les rumeurs et les hantises ».

Laurent BODIN